Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

255 | Juillet-Septembre 2011

Conflits en Afrique

« Zones grises » dans les régions du Sud-Soudan et du Darfour

Mélodie Crampon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6342>

DOI : 10.4000/com.6342

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 439-442

ISBN : 978-2-86781-697-0

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Mélodie Crampon, « « Zones grises » dans les régions du Sud-Soudan et du Darfour », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 255 | Juillet-Septembre 2011, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6342> ; DOI : 10.4000/com.6342

« Zones grises » dans les régions du Sud-Soudan et du Darfour

Mélodie CRAMPON¹

Afin de mieux comprendre la situation actuelle du Soudan, il est indispensable de revenir sur la période coloniale, sous l'empire britannique. Le pays est situé à la frontière du monde arabo-musulman, au Nord, et du monde noir africain, au Sud. Durant l'occupation, le clivage Nord/Sud a été délibérément renforcé. En effet, les territoires du Nord du pays ont été mis en valeur par le développement de la culture du coton destinée à l'exportation, lui permettant ainsi de jouir d'ouvertures économique et culturelle sur l'extérieur, tandis que le Sud fut laissé dans un état d'isolement (notamment parce que les sols étaient impropres à l'irrigation).

Lorsque les colons britanniques quittèrent le Soudan, le décalage économique créé durant ces années constitua un frein supplémentaire à l'unité déjà faible à cause du décalage culturel entre les populations arabo-musulmanes et chrétiennes/animistes. Ainsi, en 1956, les élites du Nord prirent le pouvoir à Khartoum laissant les régions périphériques totalement marginalisées, tant aux niveaux économique que politique. Ces élites issues d'une population majoritaire nourrirent l'ambition d'instaurer la langue arabe et la religion musulmane dans tout le pays afin de promouvoir « l'unité nationale ». Cependant, les populations du Sud rejetèrent ce projet, d'une part parce que cela ne leur correspondait pas culturellement mais aussi parce que cette volonté d'unité était en grande partie due à l'exploitation pétrolière naissante dans le pays. Or, la majorité des ressources pétrolières se trouvait au Sud du pays ainsi qu'à l'Ouest, au niveau du Darfour (le Sud-Soudan représente 75 % des réserves et 80 % de la production) (fig.1). Ainsi, le régime militaire du général Abboud tenta d'imposer l'arabe et l'Islam à l'ensemble du pays, provoquant ainsi une guerre civile. Celle-ci prit fin en 1972 avec l'accord d'Addis-Abeba qui établit un gouvernement de coalition ainsi qu'un certain degré d'autonomie pour les régions. Cependant, cela ne permit pas le retour à la stabilité dans le Sud, notamment parce que, dans les années 1980/1981, de nouveaux gisements de pétrole y furent découverts.

¹ mél : melodie.crampon@gmail.com

Figure 1 - « Zones grises » dans les régions du Sud-Soudan et du Darfour

En 1983, cette situation fut aggravée et une nouvelle guerre civile éclata lorsque le Président décida d'étendre le droit musulman et d'instaurer la *charia* dans tout le pays. La famine toucha alors gravement le pays et, en 1989, Omar El Béchir prit le pouvoir par un coup d'État, ce qui lui permit en 1991 de mettre en place un régime pénal sévère, et bien que n'appliquant pas la *charia* dans le Sud du pays, il n'exclut pas cette possibilité pour le futur. Ainsi, plus de 20 ans de conflit vont opposer les troupes du gouvernement au Mouvement de Libération du Sud-Soudan (SPLM/A), dirigé par John Garang.

Le 9 janvier 2005, ce conflit prit fin par un accord de paix signé entre John Garang et le Vice-président Ali Osman Taha, représentant le gouvernement soudanais. Il instaura un gouvernement d'unité nationale et un régime d'autonomie du Sud-Soudan pour six ans, au terme desquels un référendum d'auto-détermination devait être réalisé. C'est ainsi que le 9 janvier 2011, 98,83 % des Sud-soudanais se prononcèrent en faveur de la sécession, résultats qu'Omar El Béchir reconnut officiellement le 8 février 2011.

D'autre part, il est important de ne pas omettre le lien existant entre le conflit du Darfour et la situation du Sud-Soudan. En effet, bien que le Darfour soit à majorité musulmane, celui-ci a été victime depuis plus d'un siècle des mêmes marginalisations socio-économique et politique que le Sud (à cause, ici aussi, du climat, de la qualité des terres, du tribalisme, de l'oppression politique, des ressources pétrolières, ...). Cependant, son identité musulmane atténua la « gravité » de la situation durant des années. Mais, la peur d'être laissé pour compte lors des accords entre Khartoum et les populations du Sud-Soudan et des montagnes du Noubia a provoqué une explosion de violence en 2002, aggravée en 2003 lorsqu'un accord de paix se planifiait au sujet du conflit Nord/Sud. En effet, les mouvements rebelles (Armée Populaire de Libération (SLA) et Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE)) commencèrent à revendiquer un partage de pouvoir et une meilleure redistribution des richesses. Face à cela, le gouvernement de Khartoum mit en place une forte répression et s'appuya sur les milices janjawid afin de piller, brûler et détruire de nombreux villages, créant ainsi une situation humanitaire désastreuse comptant des millions de déplacés et réfugiés, ces derniers fuyant vers le Tchad et la République Centrafricaine.

Aujourd'hui, la situation au Sud-Soudan est préoccupante car, bien que ce nouveau pays ait acquis son Indépendance le 9 juillet 2011, les défis politiques, économiques et sociaux restent très nombreux.